

DÉCISION

D202529

Le Maire de la Commune de Grand-Aigueblanche,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22,

VU la délibération en date du 25/05/2020 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles 210-1 à L. 213-18,

Considérant que le projet d'élargissement de la voirie et la création d'un espace de stationnement, afin de désengorger les rues, est un projet d'aménagement d'intérêt général,

DÉCIDE

ARTICLE 1er : Suite à la déclaration d'intention d'aliéner réceptionnée le 13 mai 2025, la Commune de Grand-Aigueblanche a décidé d'exercer le droit de préemption concernant les biens appartenant à la succession de Monsieur Maurice Jean MARTINET.

Il s'agit de biens cadastrés section CB N°44 et 45, situé 22 chemin de la Croix, Grand Cœur, 73260 GRAND AIGUEBLANCHE :

- sur la parcelle cadastrée section CB n° 44 d'une contenance de 29 ca : le lot 1 (une cave au sous-sol et 100/1 000° des parties communes) et le lot 2 (au rez-de chaussée, un local à usage d'entrepôt et les 900/1 000° des parties communes),
- sur la parcelle cadastrée CB n°45 d'une contenance de 29 ca : le bien est composé de deux pièces

ARTICLE 2 : L'acquisition, par voie de préemption, des biens mentionnés ci-dessus se réalisera au prix de 55 133,58 € (cinquante-cinq mille cent trente-trois euros et cinquante-huit cents), dont 46 000 € d'acquisition et 9 133,58 € de frais.

ARTICLE 3 : La présente acquisition est exonérée de la perception des droits d'enregistrement et de publicité foncière, en vertu de l'article 1042 du Code général des impôts.

ARTICLE 4 : La présente décision autorise le Maire ou son représentant à signer tout acte ou document relatif à cette acquisition par voie de préemption.

ARTICLE 5 : La présente décision municipale sera notifiée au tribunal judiciaire d'Albertville.

ARTICLE 6 : La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales de la commune de Grand Aigueblanche et un extrait en sera affiché selon les modalités en vigueur.

ARTICLE 7 : Ampliation de la présente décision adressée à Monsieur le Sous-préfet d'Albertville.

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

Fait à Grand-Aigueblanche, le 8 juillet 2025

Le Maire,



André POINTET